

NOTE CONCEPTUELLE : SESSION 4

Approches intégrées pour un financement efficace du développement durable

Mardi, 13 décembre 2022, 14:00 - 15:00 CET

Contexte

Le succès de l'Agenda 2030 et de l'Accord de Paris dépend largement de la capacité des pays à mobiliser des ressources. Selon certaines estimations, le déficit de financement pour la réalisation des ODD dans les pays en développement a augmenté d'environ [56 % après la COVID-19](#), et pourrait augmenter encore de 10 % dans les années à venir sous l'effet de l'inflation, du sous-financement et d'autres défis.¹² Le [rapport de 2022 sur le financement du développement durable](#) recommande de s'attaquer en urgence aux déficits de financement et aux risques croissants d'endettement, d'aligner les flux de financement sur le développement durable et de renforcer la transparence. Le monde étant confronté à des crises multiples, il devient de plus en plus difficile pour les pays de mobiliser des fonds de développement supplémentaires provenant de sources publiques et privées.

La qualité et l'efficacité du financement sont tout aussi importantes que l'augmentation des montants du financement pour le développement durable – veillant à ce que toutes les ressources mobilisées dans le cadre du Programme d'action d'Addis-Abeba contribuent à un développement durable et équitable.

Des [données](#) montrent que, même avant les crises, de nombreux pays en développement faisaient déjà face à des difficultés d'accès au financement, notamment la prolifération des acteurs (pays et institutions) fournissant des fonds de développement et la fragmentation des activités de développement, se traduisant, par exemple, par une réduction progressive de la « taille » moyenne des subventions et des prêts. Plutôt que d'accélérer les efforts de réforme de l'architecture mondiale de l'aide au développement, les crises récentes ont exacerbé sa fragmentation, de nouveaux fonds étant créés en réponse aux nouveaux défis du développement.³ Aujourd'hui, nous constatons qu'en dépit de [l'explosion de l'offre et de la demande de finance durable](#), des obstacles (par exemple, la création de marchés, le renforcement des systèmes de données, la promotion de politiques publiques, de normes, etc.) persistent et empêchent une distribution équitable et efficace d'une finance pour le développement durable qui cible les pays les plus pauvres et les plus vulnérables.⁴ Le rôle de l'APD reste central pour catalyser le financement du développement afin d'investir dans les ODD et de ne laisser personne de côté (LNOB).

Le programme d'action d'Addis-Abeba a reconnu l'importance des principes pour la coopération efficace au développement et comprend un certain nombre d'engagements à cet égard. Au fil des

¹ OECD (2022). Global Outlook on Financing for Sustainable Development 2023: No Sustainability without Equity. OECD Publishing, Paris (à venir)

² UNCTAD (2022) Financing for Development: Mobilizing Sustainable Development Finance Beyond COVID-19: unctad.org/system/files/official-document/tdb_efd5d2_en.pdf

³ OECD (2022), *Multilateral Development Finance 2022*, OECD Publishing, Paris (à venir)

⁴ OECD (2022). Global Outlook on Financing for Sustainable Development 2023: No Sustainability without Equity. OECD Publishing, Paris (à venir)

années, les membres du PMCED ont accumulé une expérience significative dans l'utilisation des principes pour renforcer l'impact du financement du développement au niveau national tout en réduisant la fragmentation et en améliorant l'alignement sur les priorités nationales de développement, aidant ainsi les pays à gérer sa complexité croissante. Par exemple, la programmation conjointe entre les membres de l'Union européenne a permis de rationaliser l'action de la coopération au développement en améliorant l'alignement et l'appropriation par les pays. Des efforts sont également en cours dans plus de 80 pays pour établir/renforcer les cadres de financement nationaux intégrés – les cadres qui orchestrent toutes les sources de financement du développement. Ensemble, l'OCDE, le Département des affaires économiques et sociales des Nations unies et le Programme des Nations unies pour le développement ont lancé la facilité INFF en 2022 pour aider les pays en développement à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies de financement solides pour les plans de développement nationaux et les ODD. Enfin, près de 100 prestataires de finance durable déclarent leurs contributions de manière alignée à la norme statistique internationale du Soutien public total au développement durable (TOSSD) favorisant la transparence pour les pays bénéficiaires.

Objectifs

La session examinera le rôle d'une coopération efficace au développement dans la défragmentation et l'augmentation du financement lié au développement durable au niveau national. Elle abordera la manière dont les principes d'efficacité pour la coopération au développement peuvent aider les partenaires à travailler ensemble afin d'aligner et mobiliser toutes les sources de financement pour atteindre les ODD.

Contacts pour la session

Mme Andrea Ries, Conseillère politique senior, Direction du développement et de la coopération suisse (DDC), Andrea.Ries@eda.admin.ch

Secrétariat du PMCED : Gregory.Depaepe@oecd.org, Sebastian.Meyer@oecd.org